

Elections européennes 2024 : « Les candidats doivent s'engager pour une promotion de l'éducation à la sexualité »

Tribune

https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/09/04/elections-europeennes-2024-les-candidats-doivent-s-engager-pour-une-promotion-de-l-education-a-la-sexualite_6187745_3232.html

Collectif

A l'approche des élections européennes de 2024, un collectif d'associations engagées en faveur des droits et santé sexuels et reproductifs demande, dans une tribune au « Monde », que l'on surmonte le tabou pesant sur la santé sexuelle, qui « n'est pas que l'affaire des femmes et des adolescentes ».

Publié le 04/09/23 à 11h30 Temps de Lecture 3 min.

Cette année, la rentrée scolaire coïncide avec la [Journée mondiale de la santé sexuelle célébrée le 4 septembre](#). Un hasard qui fait bien les choses ? Souvent tabous, les sujets liés à la santé sexuelle sont encore trop négligés, à l'école et en dehors.

Pourtant, la santé sexuelle recouvre des enjeux majeurs et structurants pour notre société – des enjeux d'égalité, de santé, d'éducation, de vivre-ensemble. Les décideurs politiques ont la responsabilité de faire de la santé sexuelle une priorité, notamment lors des prochaines élections européennes de juin 2024.

Mais qu'est-ce que la santé sexuelle ? L'[Organisation mondiale de la santé est claire](#) : il s'agit d'un « *état de bien-être physique, émotionnel, mental et social en matière de sexualité, pas seulement l'absence de maladie, de dysfonctionnement ou d'infirmité* ». Etre en bonne santé sexuelle repose sur une approche positive de la sexualité, fondée sur la confiance, la communication et le plaisir.

Défaut de partage de la responsabilité

Il s'agit, pour chaque personne, de pouvoir exercer ses droits à définir librement son orientation sexuelle, son identité et expression de genre et à prendre ses propres décisions concernant son corps. Cela renvoie aussi à la possibilité d'accéder à des services permettant une sexualité sans subir de violence, danger ou discrimination et à une contraception choisie et aux moyens de prévention comme le préservatif ou la PrEP [*prophylaxie pré-exposition*] pour lutter contre le VIH. Quoi de plus essentiel ?

Bien vivre et comprendre sa sexualité reste un défi majeur en France et dans le monde, encore trop associé à la seule responsabilité des femmes. Chaque année, [une grossesse sur deux dans le monde](#) n'est pas planifiée, selon le Fonds des Nations unies pour la population ; du fait de

l'absence d'information, de disponibilité et d'accès aux services de prévention et de soins et par manque de responsabilité des partenaires masculins.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [« Surtout pour les personnes les plus précaires, accéder au système de santé et aux droits sexuels et reproductifs est difficile »](#)

Ajouter à vos sélections Ajouter à vos sélections

Ce défaut de partage de la responsabilité est également visible à travers la vaccination contre le papillomavirus humain (HPV) à l'origine de cancers du col de l'utérus, qui était jusqu'à présent uniquement préconisée pour les filles. Ce n'est qu'à partir de cette rentrée scolaire qu'une [campagne de vaccination](#) est proposée dans les collèges aux filles et aux garçons alors que 31 % des hommes sont porteurs de ce virus dans le monde, [d'après de récents travaux scientifiques](#), et que leur vaccination reste dérisoire.

Si l'éducation complète à la sexualité a pourtant démontré son efficacité à réduire les risques de grossesses non planifiées, d'infections sexuellement transmissibles et de violences sexistes et sexuelles, [comme le souligne le Conseil de l'Europe](#), elle est encore trop peu mise en place au niveau mondial.

Déconstruire les rapports de genre

Même la France, qui s'est dotée d'[une loi depuis 2001 sur le sujet](#), n'assure pas son application effective sur l'ensemble du territoire : 67 % des jeunes de 15 à 24 ans déclarent ne pas avoir bénéficié des trois séances annuelles d'éducation à la sexualité, c'est ce qu'a démontré [l'enquête IFOP pour le collectif Cas d'école, réalisée en février](#).

La santé sexuelle n'est pas que l'affaire des femmes et des adolescentes, nous sommes tous et toutes concernés ! Penser le contraire ou refuser la mise en place des politiques de santé sexuelle reconnaissant cette responsabilité partagée vont à l'encontre de la santé individuelle et de la santé publique.

Lire aussi : [Education à la sexualité : trois associations attaquent l'Etat pour « défaut de mise en œuvre de la loi »](#)

Ajouter à vos sélections Ajouter à vos sélections

Il est nécessaire de renverser le prisme actuel et de déconstruire les rapports de genre. Les hommes doivent être de véritables acteurs du changement, comme la France le reconnaît dans sa [stratégie nationale de santé sexuelle](#) et sa [stratégie internationale en matière de droits et santé sexuels et reproductifs 2023-2027](#). L'heure est désormais de faire de ses ambitions une réalité.

Face aux menaces des mouvements antidroits et antichoix et aux futures présidences de l'Union européenne par des représentants de pays conservateurs, l'accès à la santé sexuelle et notamment l'éducation complète à la sexualité doivent être garantis et mis au cœur des priorités des politiques publiques.

Augmentation de l'aide publique

C'est pourquoi, en vue des élections européennes en 2024, nous – associations engagées en faveur des droits et santé sexuels et reproductifs – appelons l'ensemble des candidats des différents partis politiques à s'engager plus concrètement. Nous réclamons que les partis politiques s'engagent à :

Lire aussi la synthèse : Article réservé à nos abonnés [#metoo : à l'école, l'éducation à la sexualité toujours en quête de moyens](#)

Ajouter à vos sélections Ajouter à vos sélections

– Inscrire des mesures phares dans leur programme politique en faveur des droits et santé sexuels et reproductifs ;

– promouvoir le sujet de l'éducation complète à la sexualité avec l'élaboration de standards communs ambitieux et un suivi de leur application dans l'ensemble des pays de l'Union européenne ;

– impulser l'inscription de l'éducation complète à la sexualité dans la prochaine stratégie en faveur de l'égalité femmes-hommes de l'Union européenne ;

Archives de 2018 : Article réservé à nos abonnés [« L'éducation à la vie sexuelle et affective à l'école est une nécessité de santé publique »](#)

Ajouter à vos sélections Ajouter à vos sélections

– soutenir le renforcement et l'augmentation de l'aide publique au développement en faveur des droits et santé sexuels et reproductifs et de la santé sexuelle communautaire.

La santé sexuelle est un droit humain et un enjeu de santé publique. Mobilisons-nous et interpellons les candidats aux élections européennes pour que la santé sexuelle et l'éducation complète à la sexualité soient intégrées dans leurs programmes et que l'ensemble des citoyens puissent en bénéficier pleinement et librement dans l'Union européenne.

Sont signataires de cette tribune : Luc Barruet, fondateur et directeur général de Solidarité Sida ; **Sarah Durocher**, présidente du Planning familial ; **Aurélie Gal-Régniez**, directrice exécutive d'Equipop ; **Rana Hamra**, fondatrice et directrice exécutive de Humanity Diaspo ; **Florence Rigal**, présidente de Médecins du monde ; **Florence Thune**, directrice générale de Sidaction.

Retrouvez [l'ensemble des signataires à cette adresse](#).

[Collectif](#)